

HAÏTI, L'OPPORTUNITÉ DU CHANGEMENT

→ YASMINA TIPPENHAUER

ACTUELLEMENT SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA SSA. DOCTEUR ÈS LETTRES, ELLE DIRIGE ÉGALEMENT
LE CENTRE CULTUREL LATINO-AMÉRICAIN TIERRA INCÓGNITA À GENÈVE.



YASMINA TIPPENHAUER

L'après-midi du 12 janvier 2010 a secoué la terre et l'histoire d'Haïti. Les écrans de TV se sont bien chargés de diffuser les images apocalyptiques de la catastrophe, et les chiffres ont vite parlé: près de 300'000 morts, 1'700'000 personnes sans logement, vivant dans environ 600 camps à Port-au-Prince, près de 700'000 déplacés retournés dans leur village d'origine, 80% des écoles détruites, sans compter les orphelins, les amputés, les traumatisés, et les décès post-trauma (beaucoup de crises et d'attaques cardiaques en ce moment)...

Malgré ce sombre tableau, la population haïtienne a fait renaître de ses entrailles le souvenir de son indépendance et de sa puissance. Les observateurs parlaient de résilience, de spiritualité, d'euphorie, sans trop comprendre d'où pouvaient jaillir tous ces élans de vie au milieu de tant de mort. Nous avons vu des femmes chanter, des groupes prier, des passants creuser à mains nues les décombres pour déterrer quelqu'un, des voisins s'entraïdant, des êtres ayant tout perdu mais se battant pour aider les leurs.

Cette force vient certainement de l'histoire du peuple haïtien, qui s'est battu dès le début pour son indépendance en 1804 et pour la liberté des Noirs, et qui a placé dans son Âme et sa culture orale la semence de son immortalité. Ainsi, cette tragique et radicale *tabula rasa* imposée par la nature –et la mauvaise gestion du pays, révélant une inefficacité lamentable des ONG, de l'ONU et du gouvernement–, représente une opportunité unique de reconstruire notre Nation sur de nouvelles bases.

LES FAILLES DU SYSTÈME DOMINANT

Symboliquement et matériellement, les édifices institutionnels se sont écroulés: les écoles, les ministères, les églises, les bureaux de l'État, et même le Palais présidentiel, effondré sur lui-même comme une triste meringue, tout ou presque est à terre. Et pourtant de nombreux penseurs et chercheurs haïtiens avaient mis en garde les autorités, car l'existence des failles, sismiques, était connue depuis longtemps (celle du Nord n'a pas encore bougé...).

Face à tous ces décombres, ce sont les paysans et leur culture qui soutiennent le pays. En effet, les produits frais du marché proviennent de l'agriculture et représentent une alimentation équilibrée et locale. Les lakou des campagnes (ou cours communautaires) hébergent les anciens migrants de l'exode rural, retournés au village dans l'urgence. La struc-

ture familiale intergénérationnelle reçoit et reconforte ces rescapés de la capitale. Certaines personnalités du vaudou offrent leurs structures pour aider la communauté. La tradition orale berce et soulage les souffrants, petits et grands,

«Symboliquement et matériellement, les édifices institutionnels se sont écroulés»

dans les camps (théâtre, chansons, contes, échanges, blagues, prières). La capitale et le modèle de centralisation sont devenus des modèles de destruction, et les provinces supportent le pays. Le créole est à l'ordre du jour. Autant d'indices qui devraient remettre au centre et à sa juste valeur la culture (ou le système) majoritaire; une culture qui a toujours été méprisée, réprimée, marginalisée et donc mal-interprétée. Car elle provenait des esclaves; car elle provient des noirs, des paysans, du peuple... Paradoxalement –mais c'est courant dans les sociétés à héritage colonial-, la «minorité» est une grande majorité démographique, mais une minorité du point de vue du pouvoir, de la politique, et de la reconnaissance officielle et hégémonique. Et c'est bien pour cela que la Nation n'arrive pas à se construire, car ceux qui la gouvernent en sont encore à vouloir imposer des modèles dominants qui ne reconnaissent aucunement les richesses de la culture dominée.

Le tremblement de terre a secoué les structures et laisse à découvert les failles énormes d'un système colonial centralisé, basé sur le profit d'une minorité qui copie encore les modèles du blanc colonisateur et déprédateur...

AIDE HUMANITAIRE OU INVESTISSEMENT HUMANITAIRE?

Le tremblement laisse également à découvert l'inefficacité du système d'aide humanitaire et non-gouvernementale. Non seulement à cause des 10'000 ONG présentes en Haïti avant le séisme (1 ONG pour 1'000 habitants... pourtant l'état

du pays ne témoigne pas en faveur du succès de ces aides), mais aussi par l'acharnement suspect des centaines d'ONG qui saisissent l'opportunité dorée de «venir en aide» à Haïti grâce à la catastrophe du 12 janvier.

Bien évidemment, toutes les ONG, ni tous les dirigeants «hégémoniques», ne sont à blâmer. Néanmoins, il est indispensable de remettre en question le concept et les actions qui se trouvent derrière la notion de «l'aide humanitaire».

Contrairement aux informations et images qui étaient brassées dans les médias, le peuple haïtien ne reçoit pas d'aide durable, la vie quotidienne est toujours plus précaire, la population et les organisations locales ne sont pas assez soutenues. Haïti semble être considéré par nombre d'organisations et privés comme un terrain vague où tout est possible. Ainsi, le tourisme humanitaire a généré à Port-au-Prince une surenchère des prix: la location d'une voiture coûte plus de 100 USD par jour, mais il n'y en a plus de disponible, les restaurants de luxe sont bondés, les chambres des hôtels restés debout coûtent ce qu'une suite de luxe, une tente peut valoir jusqu'à 1000 USD, certains salariés humanitaires reçoivent de grosses primes à cause du contexte

«le tourisme humanitaire a généré à Port-au-Prince une surenchère des prix»

inconfortable. Pendant ce temps, les responsables de camps ne sont pas salariés et les professionnels haïtiens ne sont pas valorisés; la population civile s'organise comme elle peut, offrant son aide souvent sans moyens, sans dons, sans salaire, sans rien. Ou si: avec sa force naturelle, sa créativité, son amour pour la vie et pour ses proches. C'est ainsi que s'organisent les camps. Et bien qu'on parle d'abus, de vols, de mafias dans les camps, sur les 600 camps existants dans la capitale, nombreux sont ceux qui fonctionnent grâce à la solidarité populaire et à la présence de responsables de camps bénévoles.

Bien que le peuple haïtien sache très clairement ce dont il a besoin pour reconstruire son pays, les grandes discussions et les projets d'investissements se font sans la société civile, sans l'habitant du pays. Et parfois sans la diaspora haïtienne, qui est extrêmement active. L'aide humanitaire devrait servir à générer, avec la population, des structures durables, des emplois locaux, une production locale, une relance économique. Mais ce n'est pas le cas. Pour donner deux exemples:

1. Les dons de nourriture diminuent les ventes des produits nationaux, et obligent les paysans à casser leurs prix.
2. L'aide aux paysans consiste parfois en dons de graines non traditionnelles, ce qui affecte les habitudes alimentaires et la production locale.

Nous observons donc que les projets d'aide ou de reconstruction ne sont pas toujours intégrateurs ni durables.

LES CAMPS

Quant à ces nouveaux champignons de la capitale, éclos dès le 13 janvier, ils constituent un vrai cauchemar pour les propriétaires des terrains occupés, mais ne sont pas au centre de l'attention des investissements juteux de la reconstruction. Les camps sont des regroupements spontanés de personnes délogées, constitués dans l'urgence post-sismique, dans des lieux «logiques»: places publiques, parcs, parkings, esplanades, rues, partout où il a été possible de se placer. Ils sont appelés des *tent cities* par les ONG, mais la plupart n'ont ni tentes, ni infrastructure de base, juste des tissus, des bouts de bois récupérés et, avec un peu de chance, des bâches. Très peu de camps ont une vraie structure de campement, avec tentes, sacs de couchage, eau, etc.

Parmi les habitants improvisés des camps, nous trouvons beaucoup d'enfants. Certains ont la chance d'être en bonne santé et près de leurs parents. D'autres sont blessés, amputés ou orphelins... La situation est très grave car ils vivent dans des conditions difficiles, sans structure, sans école, sans encadrement. Les soins médicaux, l'alimentation, les conditions d'hygiène et d'habitat sont précaires. L'aide n'arrive pas toujours et n'est pas pensée sur du long terme, dans le respect et la durabilité.

Il est important de signaler qu'il existe deux types de camps: **1.** les camps structurés, qui montrent clairement une volonté de rationaliser ce qui peut l'être et de fonctionner en communauté. Et **2.** les lieux d'occupation provisoire où les gens se sont naturellement rassemblés par la morphologie du lieu (place, parc, esplanade), et qui ne comportent aucune structure, si ce n'est le hasard de s'être retrouvé dans un même lieu, dans l'urgence.

Une organisation haïtienne a spontanément donné son aide pour structurer une cinquantaine de camps. Cela signifie environ 120'000 personnes. Ainsi, la Fédération Nationale de Jeunes pour le Développement FNJD (www.fnjd.org) est une organisation haïtienne officiellement reconnue depuis 2004, qui fait un travail extrêmement utile et efficace sur le terrain.

Dès le 12 janvier, elle a mobilisé ses jeunes cadres et les a mis à contribution dans tous les domaines nécessaires. Ainsi, des équipes de sauvetage se sont spontanément et immédiatement créées 2 heures après le tremblement, sauvant plus de 613 personnes des décombres et évacuant plus de 2'000 personnes pendant les jours suivants. L'action s'est ensuite construite pour une aide plus durable, en aidant l'ouverture de cliniques et l'aide à la gestion des camps. Elle collabore étroitement avec notre autre partenaire haïtien: la Fondation Espoir (www.fondationespoir.org), qui œuvre pour la formation et le développement harmonieux et durable en Haïti depuis 1995.

Ces deux organisations haïtiennes font un travail remarquable, avec très peu de moyens, surtout qu'elles ne sont pas les grandes ONG reconnues. Pourtant, elles existent depuis des années, elles sont haïtiennes, elles connaissent mieux que quiconque le terrain, elles sont très efficaces, peu dépendantes, elles travaillent avec et pour des haïtiens et haïtiennes, elles sont engagées et travaillent quotidiennement pour l'amélioration des conditions de vie de la population nationale, et pour une reconstruction durable.

LA CHARTE POUR LA RECONSTRUCTION

Alors qu'Haïti n'est plus à la une des informations ni de l'urgence, que des millions ont été promis, et que la population vit une situation précaire, comment agir? Que faire?

La solution partielle vient de la société civile haïtienne, y compris sa diaspora. Au lendemain du séisme, nombreuses sont les organisations civiles qui ont lancé des initiatives de collaboration, d'observation et de collectes de fonds.

C'est ainsi qu'est née la Charte pour la reconstruction d'Haïti, afin de poser les bases d'une reconstruction pour les Haïtiens, par les Haïtiens, avec les Haïtiens. Un texte bref, simple et accessible, -disponible en français, anglais, créole et espagnol-, issu de la société civile haïtienne de Suisse et qui, aujourd'hui, appartient à tous ceux qui veulent participer intelligemment au processus de reconstruction.

Cette charte est le fruit d'échanges très riches entre haïtiens de Suisse, du Canada, d'Haïti, de formations et horizons très différents. Elle est aussi le fruit d'apports de la société civile latino-américaine (175 organisations latino-américaines ont signé). Elle commence à faire l'objet de projets, d'ateliers et

de forums et elle a inspiré en Haïti la campagne de démocratie participative «Mwen konte nan zafè peyi'm» (je compte pour les affaires de mon pays, www.mwenkonte.net).

La Charte pour la reconstruction d'Haïti constitue également le cadre d'ateliers qui sont organisés en Haïti afin de renforcer la population civile. Il s'agit du programme itinérant d'ateliers de formation Pou Ayiti -pour enfants, adolescents, femmes, et responsables de camps-, réalisé par Tierra Incógnita, en collaboration avec la FNJD, la Fondation Espoir, APPEL (Association des parents d'élèves de Liancourt), la Commune de Messery (France), la Cie Ti Moun Fou, la RED (Red latinoamericana y del caribe por la democracia (www.democracialatinoamerica.org) et la Société Suisse des Américanistes.

Il s'agit de projets garantissant une vraie collaboration horizontale, et un aller-retour entre la Suisse et Haïti, où tout un chacun apprendra de l'autre. Des projets durables, répondants aux besoins réels de la population. Des projets de proximité, constructifs, ciblés, utiles et formateurs, qui permettront de semer des graines de reconstruction morale et matérielle à long terme, et de donner à la population haïtienne son autonomie.

Face aux modèles «gagnants» de la Banque Mondiale, du FMI et des transnationales, à l'affût de nouvelles possibilités d'investir ou de subjuguier un pays de plus, Haïti est à un tournant extrêmement délicat: tomber dans ce processus de «développement économique» ou devenir un modèle écologique et culturel de développement réellement durable.

«Parmi les habitants
improvisés des camps,
nous trouvons beaucoup
d'enfants.»

Le peuple haïtien se rappelle sa capacité historique à générer une indépendance portée par les esclaves. Aujourd'hui il veut participer activement à la reconstruction de son pays, s'approprier son destin. Cette expérience unique, transformant en force une catastrophe meurtrière, pourrait servir d'exemple à d'autres sociétés en mutation, fatiguées de gestions politiques basées sur le profit, de fausses démocraties et de modèles «idéaux» occidentaux (qui sont d'ailleurs en crise aujourd'hui et qui ont plutôt fait preuve de déprédations généralisées).

Et pour y arriver, seule la société civile peut imposer des choix quotidiens et permanents afin que le pays dévasté soit reconstruit différemment.

Il y avait un avant et un après 1804. Aujourd'hui il y a un avant et un après 12 janvier 2010. Et cet après est en train de se construire maintenant, par la société civile. Nous voulons croire que la société civile n'a pas «payé» en vain les 300'000 vies et les milliers d'orphelins, mais que ce séisme soit l'opportunité du changement définitif.

POU AYITI, CENTRE CULTUREL TIERRA INCÓGNITA,
WWW.TIERRA-INCÓGNITA.CH



LA CHARTE EST DISPONIBLE CI-APRÈS

Pour la recevoir par mail ou la signer:
pouayiti@tierra-incognita.ch

Pour tout don: Association Tierra Incógnita
CCP 17-399338-6, Motif: «Pou Ayiti»



1.



2.



3.

1. CAMP DE TENTES «ÇA IRA» À LÉOGANE, VILLE DÉTRUITE À 80%
2. SUR LA ROUTE DE FONDS TAMARA, EN SORTANT DE PORT-AU-PRINCE
3. DÉCOMBRES ET POUBELLES SUR LA ROUTE DE FRÈRES
4. MARCHÉ DE PORT-AU-PRINCE
5. LE CAMP DE LA PLACE ST-PIERRE, VU DU CONSULAT SUISSE

